

Association LA MIPE

(Mission pour l'Insertion et Pour l'Emploi)

Siège social : 31 rue Henri Sellier - 79000 NIORT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA MIPE (Mission pour l'Insertion et Pour l'Emploi), relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 - Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note de l'annexe des comptes annuels au paragraphe « Faits caractéristiques d'importance significative - 1. Continuité d'exploitation ».

4 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Dans l'annexe au paragraphe « Subventions et Concours Publics », une note expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des subventions.
- Tel que décrit dans l'annexe au paragraphe « Créances », les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.
- La note de l'annexe au paragraphe « Faits caractéristiques d'importance significative - 2. Litige » relate l'absence de provision pour un litige.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe sur les postes considérés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

5 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

6 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

7 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à POITIERS, le 11 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
SAS OUEST AQUITAINE AUDIT



Mikaël HUGONNET
Commissaire aux Comptes - Associé

**ASSOCIATION LA MIPE
(Mission pour l'Insertion et Pour
l'Emploi)**

31 rue Henri Sellier
79000 NIORT

COMPTES ANNUELS

EXERCICE du 01.01.2024 au 31.12.2024

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	66 003	178 368
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 112 192	- 112 365
Situation nette (sous total)	- 46 189	66 003
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 451	4 901
Provisions réglementées		
Total Fonds Propres (I)	- 43 738	70 904
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total Provisions (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	42 753	87 086
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes	25 866	32 734
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	124 635	138 881
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	130 098	96 652
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 447	61 324
Produits constatés d'avance	1 550	1 550
TOTAL DETTES (IV)	329 349	418 228
Écarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	285 611	489 132

QUEST AQUITAINE AUDIT
 Commissariat aux Comptes
 Pôle République III
 2 Rue Alfred Nobel
 86000 POITIERS
 Tél. 05 16 83 88 14
 Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<i>Cotisations</i>				
Ventes de biens et services				
<i>Ventes de biens</i>	- 7 307	- 21 966	14 659	- 67
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>	684 633	842 120	- 157 487	- 19
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	720 689	825 359	- 104 670	- 13
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
Ressources liées à la générosité du public				
<i>Dons manuels</i>				
<i>Mécénats</i>				
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>				
<i>Contributions financières</i>				
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	15 283	25 650	- 10 367	- 40
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>				
<i>Autres produits</i>	6 170	2 611	3 559	136
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 419 469	1 673 775	- 254 306	- 15
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Achats de marchandises</i>	131 855	217 420	- 85 565	- 39
<i>Variation de stock</i>				
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	272 643	257 311	15 332	6
<i>Aides financières</i>				
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	36 364	61 005	- 24 641	- 40
<i>Salaires et traitements</i>	896 754	1 051 385	- 154 631	- 15
<i>Charges sociales</i>	149 246	159 517	- 10 271	- 6
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	48 946	54 485	- 5 539	- 10
<i>Dotations aux provisions</i>				
<i>Reports en fonds dédiés</i>				
<i>Autres charges</i>	2 279	1 563	716	46
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 538 087	1 802 686	- 264 599	- 15
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 118 618	- 128 911	10 293	- 8
PRODUITS FINANCIERS				
<i>De participation</i>				
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	3	2	2	99
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>				
<i>Différences positives de change</i>				
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	3	2	2	99
CHARGES FINANCIÈRES				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	1 327	973	354	36
<i>Différences négatives de change</i>				
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	1 327	973	354	36
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 1 324	- 971	- 353	36
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 119 943	- 129 882	9 940	- 8
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>		31 036	- 31 036	- 100
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>	11 750	7 968	3 783	47
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	11 750	39 004	- 27 253	- 70
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	4 000	21 486	- 17 486	- 81

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	4 000	21 486	- 17 486	- 81
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	7 750	17 518	- 9 767	- 56
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>				
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>				
Total des produits (I + III + V)	1 431 222	1 712 780	- 281 558	- 16
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 543 414	1 825 145	- 281 731	- 15
EXCEDENT				
DEFICIT	- 112 192	- 112 365	173	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Dons en nature</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Bénévolat</i>	206		206	
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	206		206	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Secours en nature</i>				
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Personnel bénévole</i>	206		206	
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	206		206	

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
 Pôle République III
 2 Rue Alfred Nobel
 86000 POITIERS
 Tél. 05 16 83 88 14
 Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 285610.91 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -112192.29 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés par le bureau du 18 avril 2025.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'association MIPE, Mission pour l'Insertion Par l'Emploi, est une association loi 1901 créée en 1996. Cette association porte notamment un chantier d'insertion par l'activité économique qui a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. L'activité support du chantier d'insertion est le bâtiment (maçonnerie, menuiserie, carrelage, peinture,...).

Elle emploie environ 34 personnes.

L'association n'est pas fiscalisée.

Faits caractéristiques

Faits caractéristiques d'importance significative

1. Continuité d'exploitation

Les fonds associatifs se sont fortement dégradés et s'élèvent à - 43.738 € au 31/12/2024. Cette situation entraîne une incertitude sur la capacité de l'association à poursuivre son activité. Elle pourrait ne pas être en mesure d'acquitter ses dettes et de réaliser ses actifs dans le cadre normal de son activité. Cependant, les mesures de restructurations mises en place devraient produire leur effet à moyen terme. Un retour à l'équilibre est prévu pour 2025.

Les comptes annuels ont donc été établis sur la base de la continuité d'exploitation.

2. Litige

Un accident du travail est intervenu dans la structure en date du 2 octobre 2023. A ce jour, aucun jugement n'est intervenu. Aucune provision n'a été constatée à ce jour.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant.



Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont comptabilisés directement en charges.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations corporelles

Amortissement

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.



Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont comptabilisés en charges conformément à l'option offerte par la réglementation.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagement de retraite

Les engagements en matière de retraites complémentaires et d'indemnités de départ en retraite portés par l'association sont présentés dans les Engagements hors bilan.

Les engagements de l'association se composent d'avantages long terme, postérieurs à l'emploi, consentis aux employés (en particulier, les indemnités de départ à la retraite).

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

Taux d'actualisation retenu : 3,35 %.

Taux de charges sociales : 35 %

Table de mortalité : INSEE 2022

Âge légal de départ à la retraite : 65 ans

Evolution annuelle des salaires : 2 %

Turnover : moyen

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées).

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...).

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Traitement comptable des subventions

Subventions d'investissement (équipement)

Les subventions d'équipement sont enregistrées en capitaux propres dès leurs octrois. Elles sont virées au résultat au rythme des amortissements des immobilisations qu'elles ont financées pour les immobilisations amortissables. Pour les immobilisations non amortissables, n'ayant pas de clause d'inaliénabilité contractuelle, elles sont étalées sur une période maximale de 10 ans.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de la société.

Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
<i>Frais d'établissement</i>							
<i>Frais de recherche et de développement</i>							
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>							
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	10 150					10 150	
<i>Fonds commercial</i>							
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>							
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles</i>							
Sous-total	10 150					10 150	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
<i>Terrains</i>							
<i>Constructions sur sol propre</i>							
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>							
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>							
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>	72 415		1 591			74 006	
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>	60 307					60 307	
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>	219 116		22 767		45 879	196 003	
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	23 105		696			23 801	
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>	10 947					10 947	
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>							
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations corporelles</i>	1 900				1 900		
Sous-total	387 790		25 053		47 779	365 065	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
<i>Participations évaluées par mise en équivalence</i>							
<i>Autres participations</i>	152					152	
<i>Autres titres immobilisés</i>							
<i>Prêts</i>							
<i>Autres immobilisations financières</i>	3 900					3 900	
Sous-total	4 052					4 052	
Total	401 993		25 053		47 779	379 267	

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	10 097	53		10 150
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Sous-total	10 097	53		10 150
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions				
Installations techniques matériels et outillages industriels	63 316	4 810		68 126
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	23 413	19 700		43 113
Autres imm. Corp. Matériel de transport	190 354	21 240	45 879	165 715
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	19 630	2 144		21 773
Autres imm. Corp. Mobilier	10 947			10 947
Autres imm. Corp. Divers				
Sous-total	307 661	47 893	45 879	309 675
Total	317 758	47 946	45 879	319 825

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	3 900	3 900	
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	3 900	3 900	
ACTIF CIRCULANT	178 331	178 331	
Créances bénéficiaires et comptes rattachés	120 732	120 732	
Clients douteux ou litigieux			
Créances reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	730	730	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques	42 122	42 122	
Impôts sur les bénéfices			
TVA			
Autres impôts et taxes versements			
Divers	42 122	42 122	
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Débiteurs divers	2 260	2 260	
Charges constatées d'avance	12 488	12 488	
Total	182 231	182 231	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>	19 073	52 203	- 33 130	- 63
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	1 989	14 912	- 12 922	- 87
Total	21 062	67 114	- 46 052	- 69

Dépréciations des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Provisions pour dépréciations

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise	Montant fin d'exercice
<i>Dépréciations des immobilisations incorporelles</i>				
<i>Dépréciations des immobilisations corporelles</i>				
<i>Dépréciations sur actifs reçus par legs ou donations</i>				
<i>Dépréciation sur titres mis en équivalence</i>				
<i>Dépréciation sur titres de participation</i>				
<i>Dépréciations des autres immobilisations financières</i>				
<i>Dépréciations des stocks</i>				
<i>Dépréciations des créances usagers</i>	1 461			1 461
<i>Dépréciations des valeurs mobilières de placements</i>				
<i>Autres provisions pour dépréciation</i>		1 000		1 000
Total	1 461	1 000		2 461

QUEST AQUITAINE AUDIT
 Commissariat aux Comptes
 Pôle République III
 2 Rue Alfred Nobel
 86000 POITIERS
 Tél. 05 16 83 88 14
 Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

Notes relatives aux postes du bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	178 368	- 112 365			66 003
Excédent ou déficit de l'exercice	- 112 365	112 365		112 192	- 112 192
Situation nette (sous total)	66 003			112 192	- 46 189
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	4 901			2 450	2 451
Provisions réglementées					
Total	70 904			114 643	- 43 738

Tableau des subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL Montant nominal	80 750			80 750
TOTAL Quotes-parts virées au résultat	- 75 848			- 78 299

Provisions

Ventilation des dotations et reprises

	Exercice N	Exercice N-1
Exploitation		
Dotations d'exploitation	1 000	369
Reprises d'exploitation		4 830
Total Exploitation	- 1 000	4 461
Financier		
Dotations financières		
Reprises financières		
Total Financier		
Exceptionnel		
Dotations exceptionnelles		
Reprises exceptionnelles		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 1 000	4 461

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES	42 753	30 699	12 054	
<i>Emprunts obligataires convertibles (1) (2)</i>				
<i>Autres emprunts obligataires (1) (2)</i>				
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)</i>	42 753	30 699	12 054	
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine	42 753	30 699	12 054	
<i>Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)</i>				
AUTRES DETTES	286 596	286 596		
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	124 635	124 635		
<i>Dettes sur legs ou donations</i>				
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	34 552	34 552		
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	72 064	72 064		
État et autres collectivités publiques	23 482	23 482		
<i>Impôt sur les sociétés</i>				
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>				
<i>Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres impôts, taxes et assimilés</i>	23 482	23 482		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>				
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)</i>				
<i>Autres dettes</i>	30 313	30 313		
<i>Produits constatés d'avance</i>	1 550	1 550		
Total	329 349	317 295	12 054	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice : 19 188

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice : 40 990

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Fournisseurs - Factures non parvenues</i>	24 742	70 822	- 46 081	- 65
<i>Charges à payer - Divers</i>	39 233	84 716	- 45 482	- 54
Total	63 975	155 538	- 91 563	- 59

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Charges constatées d'avance</i>	12 488			
Total	12 488			

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Produits constatés d'avance</i>	1 550			
Total	1 550			

Notes relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
<i>Concours publics</i>						
<i>Subvention d'exploitation</i>	51 339	548 809	120 541			720 689
<i>Subvention d'investissement</i>						
Total	51 339	548 809	120 541			720 689

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges " Reports en fonds dédiés " en contrepartie du passif " Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ".

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en " Provisions pour risques et charges ".



Charges et produits d'exploitation et financiers**Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraires de certification des comptes : 6.400 €

Honoraires des autres services : 1.800 €

Transferts de charges

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
Transfert de charges	15 283			15 283

Charges et Produits exceptionnels**Détail des produits exceptionnels**

	Montant brut
Sur opérations de gestion	
Sur opérations en capital	11 750
Reprises sur provisions, dépréciations, et transfert des charges	
Total	11 750

Détail des charges exceptionnelles

	Montant brut
Sur opérations de gestion	- 4 000
Sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
Total	- 4 000

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	206	
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	206	
Total	206	
EMPLOIS	- 206	
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	- 206	
Total	- 206	

Autres informations

Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
<i>Cadres</i>	2
<i>Agents de maîtrise et techniciens</i>	10
<i>Ouvriers</i>	22
Total	34

Engagements donnés

	Montant
<i>Engagements de crédit-bail mobilier</i>	
<i>Engagements de crédit-bail immobilier</i>	
<i>Effets escomptés non échus</i>	
<i>Avals et cautions</i>	
<i>Engagements en matière de pensions</i>	6 621
<i>Autres engagements donnés</i>	
Total	6 621
<i>Dont concernant les dirigeants</i>	
<i>Dont concernant les filiales</i>	
<i>Dont concernant les participations</i>	
<i>Dont concernant les autres entreprises liées</i>	
<i>Dont engagements assortis de sûretés réelles</i>	

Au 31 décembre 2024, l'engagement en terme d'indemnités de départ à la retraite peut être estimé à 6.621 €.

QUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
 Pôle République III
 2 Rue Alfred Nobel
 86000 POITIERS
 Tél. 05 16 83 88 14
 Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z